

## Les principes phares de la politique étrangère turque dans une région en mutation

par Ahmet Davutoğlu

Cette synthèse présente les grandes lignes directrices de la politique étrangère turque dans le cadre des profondes transformations en cours au Moyen-Orient. Estimant que celles-ci vont dans le sens de l'histoire, la Turquie s'efforce de les accompagner de la manière la plus juste et efficace qui soit. Pour ce faire, elle dispose de plusieurs atouts : une lecture globale des phénomènes historiques, un sens aigu de la médiation, une situation intérieure stable et pacifiée ainsi que des relations vivifiées avec ses voisins. D'autre part, cette conjoncture régionale donne un relief nouveau à plusieurs grands principes de la diplomatie turque : un volontarisme fondé sur des valeurs, la confiance en ses propres forces, une prise de décision autonome, une gestion de crise guidée par une vision de long terme. Enfin, ce texte retrace la position de la Turquie vis-à-vis des soulèvements populaires au Moyen-Orient, dont elle soutient sans réserve les exigences démocratiques.

### À propos de l'auteur :

Ahmet Davutoğlu est né en 1959 à Taşcent (Konya). Titulaire d'un Ph.D. en Sciences politiques et Relations internationales de Boğaziçi University, il a enseigné dans des institutions prestigieuses, puis devint conseiller en chef du Premier ministre et ambassadeur itinérant sous les 58<sup>e</sup>, 59<sup>e</sup> et 60<sup>e</sup> gouvernements de la république de Turquie. Il fut nommé en 2009 ministre des Affaires étrangères du 60<sup>e</sup> gouvernement, poste auquel il fut reconduit dans la foulée de son élection au scrutin législatif de 2011 comme député (AKP) de la province de Konya. Le professeur Davutoğlu est l'auteur de nombreuses publications, dont *Küresel Bunalım* [Crise mondiale] (Küre Yayınları, 2002).

**L'**onde de choc des changements qui secouent actuellement notre planète ignore les frontières. Elle a des incidences sur des continents entiers, et la Turquie fait partie des pays concernés au premier chef. Alors qu'une crise économique majeure fragilise l'ensemble des économies du globe, les zones voisines de la République turque vivent une expérience non moins cruciale, celle de la transition politique. Or nous pensons que cette phase, aussi épineuse soit-elle, constitue un processus à la fois naturel et inéluctable. Dès lors, la ligne de conduite la plus pertinente consiste à analyser en profondeur les causes de ces bouleversements, afin d'y répondre par des stratégies adaptées. Dans un contexte régional et international en plein tumulte, les nombreux atouts de la Turquie lui confèrent une place unique, sinon centrale, pour relever les mille défis de la transition politique.

### Les forces de la politique étrangère turque

La politique étrangère turque repose sur deux piliers : une vision d'ensemble des phénomènes historiques, et une vocation pour la médiation active. Hostile à toute forme de repli ou d'isolement, la Turquie ne perd jamais de vue sa propre situation lorsqu'elle s'exprime sur les scènes régionale et internationale. Ses positions reflètent à la fois la profondeur de ses racines, sa spécificité

géographique et la richesse de sa tradition diplomatique. Notre conviction est que les régimes incapables de comprendre le sens de l'histoire – et de se situer en conséquence – seront vite débordés par l'accélération des événements, au risque de le payer très cher. C'est pourquoi nous basons nos politiques sur une analyse solide et rationnelle des mouvements de fond de l'histoire, doublée d'une réflexion sur notre place dans la marche du monde. Plus encore, nous réexaminons nos choix en permanence, afin d'opérer les inflexions nécessaires. Ce sont cet ancrage et cette réflexion que nous permettent de réagir aux transformations radicales du système mondial.

Ensuite, la Turquie est d'autant mieux armée pour mener une politique étrangère volontariste qu'elle jouit d'un climat intérieur stable et pacifié. Ces dernières années, nous nous sommes attelés à établir un juste équilibre entre libertés individuelles et sécurité intérieure, partant du principe que la force ne peut à elle seule garantir la stabilité. Une société civile apaisée suppose un pouvoir légitime et respectueux des libertés. Si nos dirigeants des années 1990 ont manqué le coche de la démocratisation, ceux de la décennie suivante ont conduit de profondes réformes structurelles pour combler nos retards en matière de droits de l'homme, et cette entreprise doit sa réussite à une autorité politique forte, déterminée et visionnaire. Nous avons à la fois consolidé l'économie et libéralisé les institutions en cessant de considérer la société comme un ennemi potentiel – un travers qui enferma longtemps notre pays dans d'interminables débats délétères. L'extension des libertés fondamentales ayant levé ces tensions et ces peurs, la Turquie peut désormais parler au monde d'une voix ferme et respectée. Si la Turquie n'avait su trouver cet équilibre entre sécurité et liberté, le vent de démocratie qui balaie aujourd'hui la région l'aurait fragilisée, au péril de sa sécurité.

Enfin, un troisième atout en cette période mouvementée est la forte implication de la Turquie au sein de son espace géographique. En parallèle des chantiers ouverts sur le plan intérieur, le pays a entrepris de renforcer – ou de renouer – les liens avec ses voisins régionaux, puisque notre histoire partagée nous promet une destinée commune. Nous ne laisserons pas la raison tacticienne compromettre nos rapports avec ces peuples, et nous mettrons tout en œuvre pour dépasser les différends hérités du passé, quitte à faire si nécessaire notre examen de conscience. C'est ainsi, en renforçant notre intégration régionale, que nous parviendrons à asseoir notre crédibilité internationale, et à peser de tout notre poids dans les affaires du monde.

### Les principes de notre action

Depuis quelques années, notre politique étrangère s'articule autour de quelques principes cardinaux que j'ai déjà eu l'occasion d'explicitier, comme l'idée de diplomatie intensive, le concept de politique extérieure

---

« Nous basons nos politiques sur une analyse solide et rationnelle des mouvements de fond de l'histoire, doublée d'une réflexion sur notre place dans la marche du monde. »

---

multidimensionnelle, la philosophie du « zéro problème de voisinage », l'action au service de l'ordre, la coopération internationale ou encore le volontarisme extérieur<sup>1</sup>. Dans l'ère nouvelle qui s'ouvre, certains de ces principes prendront une place prépondérante. Ils se déclineront selon quatre grands axes.

Premièrement, la défense scrupuleuse de nos intérêts nationaux ne nous empêchera pas de mener une politique étrangère fondée sur des valeurs fortes. Nous avons d'ores et déjà manifesté notre volonté d'assumer des responsabilités d'acteur mondial, ce qui suppose d'être reconnu par la communauté internationale comme un « pays sage ». Nous appelons « pays sages » les puissances qui, dans les périodes de crise ou d'instabilité comme celle que nous vivons présentement, sont capables de remplir des fonctions aussi vitales que la médiation, la prévention et la résolution des conflits, ou l'aide au développement. Telle est notre ambition : prouver notre capacité d'influer sur le cours des événements, afin de contribuer de manière décisive au règlement des problèmes régionaux et internationaux, mais tout en défendant bec et ongles les valeurs universelles de l'humanité. Nous voulons en somme infuser de l'universel dans le local, en promouvant partout les droits de l'homme, la démocratie, la bonne gouvernance, la transparence et l'État de droit. Et nous tendrons la main aux peuples qui réclament ces principes chez eux, puisque nous estimons qu'ils méritent les mêmes droits et libertés que nos propres concitoyens. Tout cela, encore une fois, dans le strict respect de nos intérêts nationaux.

Pour autant, notre action en faveur des libertés fondamentales et des droits démocratiques ne se bornera pas aux frontières de notre région, et à ce titre nous nous battons également pour les Turcs expatriés. Certains pays occidentaux sont le théâtre d'inquiétantes poussées xénophobes, et nous entendons alerter les consciences sur les dangers de ces phénomènes pour l'idéal démocratique, comme sur leurs effets immédiats – et parfois mortels – sur les communautés immigrées turques. Ainsi, parce que nous pensons que l'avenir de l'Europe est aussi notre affaire, nous suivrons d'un œil vigilant les évolutions de la démocratie sur le Vieux Continent.

Deuxièmement, c'est avec une indéfectible foi en nous-mêmes que nous prendrons toute notre place dans ce formidable processus de transformation historique. Prétendre au rang de pays sage fait naître beaucoup d'attentes, et dans les cas où notre panoplie diplomatique traditionnelle se révélera insuffisante, nous mobiliserons toutes nos compétences – individuelles, nationales, étatiques – pour nous doter des ressources et instruments nécessaires à la réussite de nos objectifs.

Dès à présent, nous restructurons de fond en comble notre ministère des Affaires étrangères et améliorons la qualité de nos personnels à travers un vaste plan de formation. Notre surface diplomatique progresse elle aussi, avec pas moins de trente ouvertures d'ambassades en l'espace de deux ans – vingt-deux en Afrique, cinq en Amérique latine et trois en Asie de l'Est. Dans le même temps, nous avons embrassé des champs d'interven-

---

« Nous tendrons la main aux peuples qui réclament ces principes chez eux, puisque nous estimons qu'ils méritent les mêmes droits et libertés que nos propres concitoyens. »

---

tion relativement nouveaux pour nous, comme l'aide au développement, les initiatives de paix et la médiation. Cet engagement nous a conduits à contracter des responsabilités dans plusieurs organisations régionales et internationales, et à accueillir de grands événements multilatéraux dont une conférence internationale sur l'Afrique, un sommet de l'ONU sur les Pays les moins avancés et une conférence onusienne sur la médiation. À chaque étape de notre accession au rang d'acteur mondial, nous nous appuyerons sur l'histoire, l'expérience et les ressources de notre nation. Cette richesse sera à la fois le socle et le moteur de notre politique étrangère.

Troisièmement, nous entendons mener notre politique en toute autonomie. Nous sommes trop souvent perçus comme de simples exécutants de stratégies décidées par d'autres, et nous-mêmes devons surmonter ce complexe d'infériorité qui inhibe de nombreux secteurs de notre société, jusqu'aux élites dirigeantes. Aujourd'hui, nous formulons notre vision, fixons nos objectifs et définissons notre politique extérieure de manière parfaitement indépendante, et sans jamais trahir nos priorités nationales. Nos initiatives ne seront pas toujours couronnées de succès, mais nous préférons l'échec ponctuel à la soumission. Personne ne nous dicte notre conduite, et nous ne servons d'autres grands desseins que les nôtres. Cela signifie notamment que nous apprécions la situation de nos voisins selon nos propres critères. Et, bien que nous continuions d'agir de front avec les Occidentaux sur plusieurs dossiers, nous ne laisserons jamais ces partenariats gâter nos relations de bon voisinage.

Quatrièmement, nous poursuivrons une politique étrangère visionnaire. Un pays sage ne peut se contenter d'éteindre les incendies : il doit aussi prévoir le lendemain. Nous avons certes choisi de nous impliquer dans la transition politique de la région en mobilisant nos compétences de gestion de crise et notre diplomatie multidimensionnelle, mais, même absorbés dans les problèmes conjoncturels du Moyen-Orient, des Balkans, du Caucase et de certaines parties de l'Europe, nous ne perdrons jamais de vue les tendances lourdes – et globales – dont ces événements participent.

Notre vision de long terme guidera nos efforts quotidiens et nous aidera à façonner le devenir du monde, que ce soit à nos frontières ou dans un rayon plus large. Dans notre voisinage, nous travaillerons à l'avènement d'un nouvel ordre régional appuyé sur des régimes politiques représentatifs et pluralistes, unis les uns aux autres par un même idéal démocratique et par une forte interdépendance économique<sup>2</sup>. Au-delà, nous voulons bâtir un nouvel ordre mondial où l'ensemble de la communauté internationale aura voix au chapitre. Celui-ci comprendra trois dimensions : un ordre politique acquis au dialogue et au multilatéralisme, un ordre économique fait de justice et d'égalité, et un ordre culturel dont les maîtres mots seront l'ouverture et l'entente<sup>3</sup>.

---

« Bien que nous continuions d'agir de front avec les Occidentaux sur plusieurs dossiers, nous ne laisserons jamais ces partenariats gâter nos relations de bon voisinage. »

---

## Notre politique vis-à-vis des soulèvements au Moyen-Orient et au Maghreb

L'attachement de la Turquie aux principes de démocratie et de légitimité populaire est la clef de voûte de notre position vis-à-vis des printemps arabes. Dès les débuts de la révolution tunisienne, nous avons mené une campagne active pour défendre ces valeurs. Cette campagne comportait cinq points. En premier lieu, nous décidions de soutenir ces peuples qui réclamaient des droits aussi élémentaires que la liberté d'expression et d'opinion. Les liens amicaux et fraternels qui nous liaient à eux ne pouvaient être sacrifiés sur l'autel de la pusillanimité ou du calcul géopolitique. Deuxièmement, nous avons souligné le fait que l'avènement d'institutions stables et légitimes suppose un juste équilibre entre sécurité et liberté. Troisième point : nous avons estimé qu'il n'y avait pas de réelle contradiction entre notre soutien aux revendications démocratiques – lequel nous amènerait dans certains cas à dénoncer des régimes répressifs – et notre doctrine du « zéro problème de voisinage ». Quatre : nous refusions toute intervention étrangère, au nom du principe d'autodétermination. Et cinq : puisque nous considérions tous les peuples de la région comme nos frères éternels, sans distinction d'ethnie ou de confession, nous nous faisons un devoir de prévenir et d'atténuer les tensions religieuses.

Cette jeunesse arabe qui défilait représentait l'avenir de la région. Comment aurions-nous pu lui dénier le droit de réclamer ce dont nous-mêmes bénéficions en Turquie, à savoir des élections libres et propres, l'égalité devant la loi, un État transparent et des dirigeants responsables de leurs actes ? En fait, la logique historique aurait voulu que la transition politique du Moyen-Orient s'effectue dès les années 1990, à la faveur de la vague démocratique soulevée par la fin de la guerre froide. Malheureusement, les grandes puissances choisirent alors de privilégier la stabilité, ce qui revint à soutenir et perpétuer des régimes archaïques.

Face à la force du séisme politique qui ébranlait notre région, nous avons donc souhaité nous engager dans le sens de l'histoire en apportant notre modeste contribution à cette épopée démocratique. Au terme d'un riche débat, notre gouvernement arrêta la position suivante : la Turquie soutenait sans réserves les revendications des peuples arabes, où qu'elles s'expriment et quel que soit leur contenu, au nom du droit souverain des peuples à réclamer ce qu'ils estiment bons pour eux-mêmes.

Cette posture était à la fois courageuse et risquée. Elle nous paraissait néanmoins fidèle à notre vision régionale. Antérieurement à l'éruption des printemps arabes, nous avons renoué des liens de bon voisinage avec les régimes en place, mais c'était avant que ceux-ci ne déclarent la guerre à leur propre peuple. Sitôt qu'ils ont choisi de réprimer les doléances légitimes de la rue, nous nous sommes rangés du côté des citoyens en réaffirmant nos exigences démocratiques. Dorénavant, nous nous dresserions

---

« L'avènement d'institutions stables et légitimes suppose un juste équilibre entre sécurité et liberté. »

---

contre toutes les formes d'oppression dans la région, quels qu'en soient les instigateurs, et ne tolérerions jamais qu'un régime ou un dirigeant considère son pays comme sa chose, au mépris des droits de l'homme les plus fondamentaux, à commencer par le droit à la vie.

À l'adresse de tels régimes, nous n'avons qu'un message : écoutez votre peuple et faites ce qu'il vous demande. Un gouvernement sourd est condamné d'avance, alors entendez ce besoin de démocratie et trouvez le point d'équilibre entre la liberté et la sécurité, qui en sont les deux conditions. La liberté sans sécurité entraîne le chaos, et l'inverse aboutit à la dictature. En bref, nous exhortons nos voisins à instaurer toute la liberté que puisse supporter la sécurité du pays, et toute la sécurité que puissent supporter les libertés publiques.

Mais, bien évidemment, les discours ne suffirent pas, et il fallut recourir à d'autres instruments, ce qui fut l'occasion d'éprouver les principes clés de notre politique étrangère. Nos décisions seraient prises à Ankara, et nulle part ailleurs ; elles refléteraient notre propre analyse et nos propres valeurs. Ces règles étant posées, nous avons résolu d'épuiser tous les moyens de notre diplomatie pour débloquent le dialogue entre la rue et le pouvoir. Et lorsque, en dépit de nos tentatives de médiation, les dirigeants ont employé la force contre leur peuple, c'est encore par la voie diplomatique que nous avons tenté d'arrêter le bain de sang, soucieux d'épargner à notre région les effets dévastateurs d'une intervention militaire étrangère. Malgré notre hostilité à toute idée d'intervention, nous continuerions de dénoncer les crimes des tyrans, et agirions aux côtés de la communauté internationale pour y mettre fin.

Un autre souci influença notre action : la crainte de voir ce processus de transition ouvrir de nouvelles lignes de fracture dans la région, sapant ainsi nos perspectives de coopérations renforcées et d'intégration économique. Comme j'ai pu l'exprimer à maintes reprises, nous refusons de voir émerger de nouveaux murs de Berlin au Moyen-Orient. Aussi nous incombait-il de prévenir ces risques de division, qu'ils soient de nature religieuse – entre sunnites et chiites – ou politique – entre partisans des nouveaux régimes et nostalgiques de l'ordre ancien.

Si la transition démocratique fut relativement douce en Tunisie et en Égypte, en Syrie et en Libye le soulèvement déclencha les foudres du pouvoir. Dans ces deux cas, la Turquie s'est démenée pour maintenir le contact avec toutes les parties en présence, en espérant conjurer la spirale de la violence. Très tôt, nous avons multiplié les démarches auprès de Damas et de Tripoli pour leur vanter l'idée d'une libéralisation graduelle et pacifique. Hélas, la contestation en Libye s'est vite muée en guerre civile, si bien que la transition ne fut possible qu'au prix d'une intervention internationale. Toutefois, de la même manière que nous nous sommes battus jusqu'au dernier moment pour trouver une solution diplomatique, nous aiderons jusqu'au bout la société libyenne à panser ses plaies et à se réconcilier au sein d'un nouveau système démocratique.

---

« Nous continuerions de dénoncer les crimes des tyrans, et agirions aux côtés de la communauté internationale pour y mettre fin. »

---

En Syrie, malgré ses promesses de réformes, le président Bachar el-Assad continue de massacrer les manifestants. Il n'a pas respecté la feuille de route dont nous étions convenus, et sa répression aveugle et sanglante tourne à la tragédie humanitaire. Là encore, nous avons tout fait à notre niveau pour empêcher un tel désastre, avec une action en trois temps. Au départ, nous avons engagé des discussions bilatérales avec le pouvoir syrien et travaillé d'arrache-pied – pendant huit mois, jusqu'en septembre 2011 – pour le convaincre d'entreprendre des réformes. Puis, voyant qu'il préférerait s'entêter dans la violence, nous avons coupé les relations avec le régime baasiste. Nous nous sommes alors tournés vers la Ligue arabe pour lancer une initiative régionale, et nous avons approuvé l'ensemble de ses propositions, dont celle d'une mission d'observation. Devant l'échec de cette dernière tentative, nous avons cherché une solution au niveau international, en soutenant avec la Ligue arabe la résolution présentée au Conseil de sécurité de l'ONU – résolution qui fut hélas rejetée. Nous persistons toutefois à défendre la cause du peuple syrien dans divers cadres régionaux ou internationaux, telle la conférence des « Amis de la Syrie » qui rassemble des pays de plusieurs continents.

### Une politique étrangère d'avenir

Aujourd'hui, alors même qu'elle s'emploie à consolider sa propre expérience démocratique, la Turquie doit composer avec un environnement international instable et incertain. Or, s'il semble acquis que la transformation politique de la région et la réorganisation économique du monde occuperont notre agenda extérieur pour de longues années encore, nous pensons avoir toutes les cartes en main pour réussir : une vision globale des phénomènes historiques alliée à un sens aigu de la médiation ; une stabilité intérieure fondée sur l'équilibre entre libertés et sécurité ; une politique de liens étroits avec nos voisins. Tout en continuant de défendre nos principes mêlant valeurs locales et universelles, nous nous appuyerons sur ces atouts pour bâtir une politique étrangère volontariste.

Par notre diplomatie rationnelle et dynamique, nous voulons prendre part au règlement des problèmes régionaux et mondiaux, en qualité d'acteur international sérieux et responsable. Notre politique étrangère sera sous-tendue par nos valeurs. Nous en fixerons seuls les priorités, en misant sur nos propres compétences et nos capacités d'adaptation, et nos choix seront toujours guidés par une vision d'avenir, même dans les phases de gestion de crise. Armés de ces principes intangibles, et œuvrant main dans la main avec nos partenaires, nous deviendrons aux yeux du monde un pays sage et exemplaire.

Au Moyen-Orient, nous travaillerons à l'avènement d'un nouvel ordre pacifié, prospère, et nous soutiendrons la lutte des peuples pour les droits de l'homme et la démocratie. Nous combattrons ceux qui répriment ces aspirations légitimes et actionnerons tous les leviers de

---

« La transformation politique de la région et la réorganisation économique du monde occuperont notre agenda extérieur pour de longues années encore. »

---

la diplomatie pour trouver une juste issue sans intervention militaire. Malheureusement, dans le cas syrien, la voie pacifique semble pour l'heure vouée à l'impasse. Damas reste insensible aux initiatives de la Turquie et de la communauté internationale, et les massacres de civils auxquels se livre le régime constituent de véritables crimes contre l'humanité. Le monde doit intensifier ses efforts pour mettre fin à cette hécatombe et traduire les coupables en justice, ce à quoi nous apporterons notre inlassable concours. ♦

1. Pour plus de détails, voir Ahmet Davutoğlu, « Turkey's Foreign Policy Vision », *Insight Turkey* 10, n° 1 (hiver 2010), pp. 77-96.

2. Ces thèmes sont plus largement développés dans Ahmet Davutoğlu, « A Forward Looking Vision for the Balkans », in *SAM Vision Papers*, n° 1 (octobre 2011).

3. Voir Ahmet Davutoğlu, « Global Governance », in *SAM Vision Papers*, n° 2 (mars 2012).

*Cette synthèse est publiée en lien avec la série « SAM Paper » du Center for Strategic Research.*

### À lire

Bülent Aras, « Davutoğlu Era in Turkish Foreign Policy », *SETA Policy Brief*, n° 32 (mai 2009).

Ahmet Davutoğlu, *Stratejik Derinlik*, İstanbul : Küre Yayınları, 2002.

Ahmet Davutoğlu, « Turkey's Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007 », *Insight Turkey*, vol. 10, n° 1 (hiver 2008), pp. 77-98.

Tarık Oğuzlu, « The 'Arab Spring' and the Rise of the 2.0 Version of Turkey's 'zero problems with neighbors' Policy », *SAM Paper*, n° 1 (février 2012).

### À propos de la Turkey Policy Brief Series (Les Synthèses turques)

La Fondation turque de recherche en politiques économiques (TEPAV) et l'International Policy and Leadership Institute (IPLI) ont collaboré pour créer la Turkey Policy Brief Series, une série de synthèses consacrées à la politique intérieure et internationale de la Turquie. Éditée par Şaban Kardaş de la TOBB Economics and Technology University à Ankara, cette publication mensuelle propose des analyses fouillées sur les évolutions du contexte géopolitique turc. Y contribuent des observateurs et des acteurs reconnus pour leur expertise dans le champ des politiques internationales.

#### L'International Policy and Leadership Institute (IPLI)

L'IPLI est un institut de recherche qui a pour objet de promouvoir des méthodes de bonne gouvernance dans la région euroméditerranéenne, en fédérant les décideurs politiques d'aujourd'hui et de demain. Il s'appuie sur le concept récent et novateur de *sécurité humaine* pour analyser et modéliser des politiques publiques de progrès dans la région euroméditerranéenne.

L'IPLI a son siège à Paris. Il est associé à Sciences Po et à la Hertie School of Governance à Berlin, ainsi qu'à de nombreux autres organismes universitaires spécialisés dans les politiques publiques et les relations internationales.

Site Internet : [www.policyleadershipinstitute.org](http://www.policyleadershipinstitute.org)

#### La Fondation turque de Recherche en Politiques économiques (TEPAV)

La TEPAV est un *think tank* non partisan et sans but lucratif basé à Ankara. Il fut créé en 2004 par un groupe d'hommes d'affaires, de hauts fonctionnaires et d'universitaires convaincus du pouvoir des idées et de la connaissance.

Soucieuse d'aider à l'élaboration de politiques éclairées, la TEPAV s'efforce de nourrir et d'enrichir le débat public turc. Ses différentes initiatives concourent activement au développement économique du pays, en rapprochant les décideurs et les faiseurs d'opinion. La TEPAV respecte scrupuleusement les normes éthiques et qualitatives régissant le monde académique.

Site Internet : [www.tepav.org.tr](http://www.tepav.org.tr)